



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 27 mars au 2 avril 2020

Le 3 avril 2020

Résumé

Afghanistan : Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 100 M\$ dans le cadre du projet d'intervention d'urgence et d'appui aux systèmes de santé Covid-19.

Bangladesh : Union européenne – le médiateur confirme le maintien du statut du SPG au Bangladesh. Covid 19 – Prolongation de la période de congés et mesures d'urgence pour soutenir l'économie. Infrastructures portuaires - Le port en eau profonde de Matarbari approuvé à 1,8 Mds €. Financements internationaux – 170 M\$ de la Banque Mondiale pour l'amélioration de l'assainissement à Dhaka.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* La production des industries lourdes a progressé en février de 5,5% en glissement annuel. Le PMI manufacturier chute en mars.

Finances publiques : Le déficit budgétaire des administrations centrales a atteint 135 % de la cible annuelle révisée en février. Le déficit s'est creusé de 510 Mds ₹ (6,2 Mds €) sur le mois de février.

Politique monétaire et financière : La Banque centrale indienne (RBI) annonce de nouvelles mesures pour lutter contre les perturbations économiques causées par COVID-19. Moody's Investors Service modifie les perspectives du système bancaire indien de stable à négatif. L'Inde enregistre des sorties substantielles au titre des flux de portefeuille en mars. La hausse des encours de crédit non-alimentaires ralentit en février. La Banque asiatique de développement (BAsD) a signé un accord pour prêter jusqu'à 60 M USD à Aavas Financiers Limited. La BAsD et le Fonds national indien pour l'investissement dans les infrastructures (NIIF) signent un accord pour que l'Institution basée à Manille puisse investir à hauteur de 100 M US (en équivalent INR) dans les Fonds détenus par le NIIF.

Maldives : Mesures de soutien à l'économie annoncées par la banque centrale (MMA). COVID-19 : Don de 0,6 M USD de la Banque asiatique de développement.

Népal : Maintien des pressions inflationnistes en février. La *Nepal Electricity Authority* (NEA) a adopté une stratégie d'égalité des genres et d'inclusion sociale (GESI).

Pakistan : L'inflation diminue en mars 2020 pour le deuxième mois consécutif à 10,2 %. La dette publique pourrait atteindre 290,3 Mds USD à la fin de l'exercice 2022/23. Les réserves de change de la Banque centrale (SBP) ont enregistré une baisse de 5,4 % en une semaine. La roupie pakistanaise a atteint 166,14 PKR par rapport au dollar américain fin mars. Le gouvernement japonais et la Banque asiatique de développement (BAsD) ont annoncé un soutien financier et logistique au Pakistan pour un montant total de 4,7 M USD. La BAsD a également approuvé une nouvelle subvention de 2 M USD. La Banque centrale a annoncé un plan de soutien pour les entreprises et les ménages. Le Comité de coordination économique a approuvé partiellement le plan de relance de 1 200 Mds PKR (7,2 Mds USD)



du gouvernement. Poursuite de l'activité de dix grandes industries. Le gouvernement pakistanais a annoncé le prolongement de la fermeture des frontières et la suspension du commerce avec l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan pour une quinzaine de jours (14 avril). La demande domestique d'hydrocarbures est en forte baisse. Le gouvernement estime que les pertes enregistrées par les industries exportatrices s'élèveront à 2 Mds USD.

Sri Lanka : Nouvelles mesures de soutien aux entreprises. Suppression de taxes portuaires pour les navires arrivant au port de Colombo. COVID-19 : Assistance financière des Etats-Unis.

AFGHANISTAN

- **Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 100 M\$ dans le cadre du projet d'intervention d'urgence et d'appui aux systèmes de santé Covid-19.** Il s'agit d'appuyer les autorités afghanes dans le contexte actuel de pandémie à travers notamment le renforcement du système de santé public. Le projet sera mis en œuvre par le Ministère de la santé publique, soutenu par des agences des Nations Unies.

BANGLADESH

- **Union européenne – le médiateur confirme le maintien du statut du SPG au Bangladesh.** Saisi par plusieurs associations inquiètes du non-respect du droit du travail au Bangladesh, le Bureau du médiateur européen (Ombudsman ombudsman.europa.eu) a jugé fin mars les plaintes irrecevables et confirmé que la Commission avait bien agi en n'engageant pas le processus de retrait du statut du Système de Préférences Généralisées au Bangladesh ; le SPG restera acquis jusqu'en 2027, soit trois ans après que le pays ait été confirmé par les Nations Unies dans son nouveau statut de Pays en Développement. La décision doit intervenir en mars 2021, suivie de trois années de probation.

La Commission européenne avait initialement été saisie en octobre 2016 par la Confédération syndicale internationale (première organisation mondiale des travailleurs ituc-csi.org) associée à deux ONG (Clean Clothes Campaign et EU Public Interest Clinic euclinic.eu) ; sans réponse de la Commission, les trois organisations avaient saisi en juin 2018 le bureau du Médiateur pour obtenir l'ouverture d'une enquête visant au retrait du statut de SPG (article 19 du règlement). (01/04/2020)

- **Covid 19 – Prolongation de la période de congés et mesures d'urgence pour soutenir l'économie.** Le gouvernement a étendu au 11 avril la période de congés, durant laquelle les administrations et entreprises resteront closes, à l'exception de certaines activités. La période initiale avait été fixée du 26 mars au 4 avril, précédée par une fermeture dès le 17 mars des écoles et institutions éducatives. Les transports collectifs sont arrêtés depuis le 4 avril.

Le ministre des Finances a par ailleurs précisé le 31 mars la mise en place du dispositif de soutien aux entreprises exportatrices, annoncé par la Première ministre le 25 mars dernier. L'enveloppe de 50 Mds TK (540 M€) destinée à financer les charges et salaires, sera utilisée sous forme de prêts concessionnels à 2%, délivrés par les banques aux entreprises qui réalisent au moins 80% de leur chiffre d'affaires à l'export (et prioritairement les secteurs du textile-habillement, jute et cuir, et l'industrie pharmaceutique). L'argent sera directement versé sur les comptes des salariés bénéficiaires, sans passer par les employeurs. Le dispositif couvrira les salaires durant trois mois à partir de la 1^{ère} semaine d'avril.



La Banque centrale a, de son côté, déclaré un moratoire jusqu'à juin pour les débiteurs en défaut, et élargi les délais de recouvrement des lettres de crédit de 4 à 6 mois pour les importations et de deux à six mois pour les exportations. Bangladesh Bank a également baissé d'un demi-point à 5% le taux de réserve obligatoire des banques, pour accroître leurs liquidités. Celles-ci peuvent ainsi se refinancer auprès de la BB à moindre coût puisque le taux du REPO (*rate of repurchase agreements*) est désormais de 5,75% contre 6% ; la rémunération des dépôts (*reverse REPO*) reste en revanche inchangée à 4,75%.

- **Infrastructures portuaires - Le port en eau profonde de Matarbari approuvé à 1,8 Mds€.** Le projet de port en eau profonde sur l'île de Moheshkhali (dans le district de Cox's Bazar au sud-est du Bangladesh), a été approuvé fin mars par le cabinet de la primature (ECNEC) pour un montant de 177,77 Mds Tk (1,84 Mds€). Ce quatrième port est considéré par les autorités locales comme majeur, notamment parce qu'il permettra à de très grands bateaux d'accoster (tirant d'eau moyen de 16 mètres, jusqu'à 18,7 m, d'un niveau supérieur aux ports de la sous-région, jusqu'à 8200 conteneurs et jusqu'à 70 000 tonnes de port en lourd). Il permettra également d'approvisionner en charbon importé la centrale de Matarbari d'une capacité de 1200 MW, en cours de construction par la compagnie publique Coal Power Generation Company Limited (3,7 Mds€, avec financement de la *Japan International Cooperation Agency* – JICA).

Financé à titre concessionnel à hauteur de 128,93 Mds Tk (1,3 Mds €) par la JICA et par la Chittagong Port Authority, le port sera mis en place en 3 phases par le sous-contractant japonais Penta Ocean Construction Company. Une première phase, avec mise en service en 2026 (contre 2023 initialement prévu), permettra de disposer de deux terminaux pour une capacité annuelle de 0,8 million de conteneurs et de 2,5 millions de tonnes de marchandises.

La deuxième phase devrait offrir entre 7 et 9 jetées en 2028, augmentant la capacité à 2,8 millions de conteneurs. Enfin, la dernière phase devrait voir le jour en 2035. Le port de Matarbari pourra alors accueillir 4,8 millions de conteneurs et entre 16 et 38 millions de tonnes de marchandises par an.

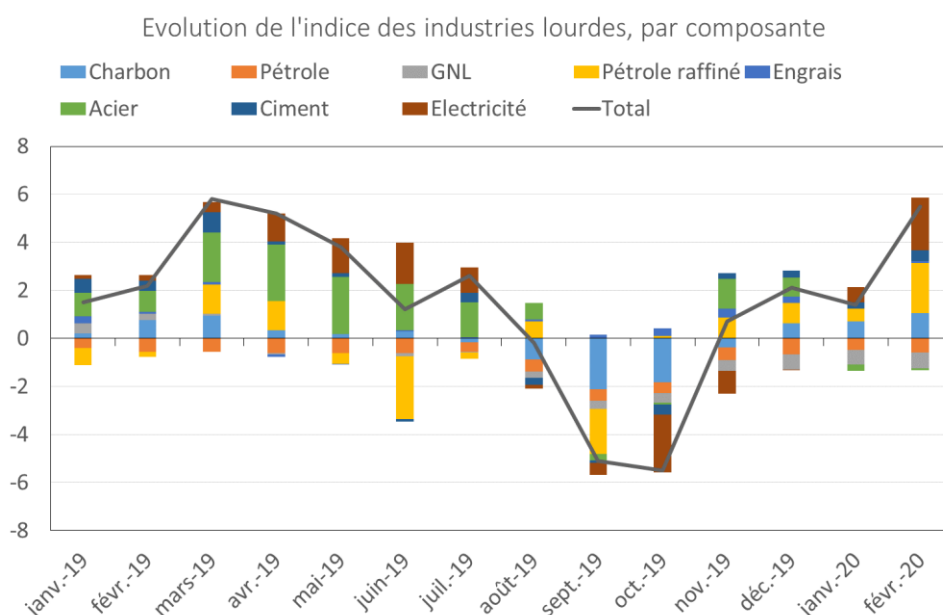
- **Financements internationaux – 170 M\$ de la Banque Mondiale pour l'amélioration de l'assainissement à Dhaka.** La Banque mondiale a approuvé un projet de 170 M\$ pour améliorer l'assainissement dans la capitale (« *Dhaka Sanitation Improvement Project* »). Le projet permettra de traiter eaux usées et boues de vidange, ce qui contribuera à réduire les inondations et la pollution des eaux. Il permettra également de réaliser 50 000 nouveaux raccordements aux égouts. Le projet inclut la construction d'une nouvelle usine de traitement des eaux usées dans la région de Pagla (5 km au sud-est de la ville), avec une capacité de traitement d'environ 150 millions de litres d'eaux usées par jour. A l'heure actuelle, la ville de Dhaka ne dispose que d'une seule station de traitement, également située à Pagla. Dans un plan stratégique 2011-2035, l'autorité de gestion de l'eau de Dhaka DWASA prévoit la construction de 4 usines supplémentaires d'ici 2025 (financements Banque Mondiale, ADB, et EXIM Bank of China). D'après DWASA, seulement 20% de la surface de la ville est couverte par le réseau d'égouts.



INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- La production des industries lourdes a progressé en février de 5,5% en glissement annuel** (contre un essor de 1,4 % un mois plus tôt). Elle marque ainsi, selon les chiffres du département de l'Industrie, un net rebond avec un niveau inégalé depuis mars 2018. L'indice affiche ainsi une dynamique nettement plus favorable par rapport à son rythme de progression sur les douze derniers mois (+ 1,5% en moyenne mensuelle, avec notamment une baisse de 5,5% en octobre 2019).



Cette nette accélération a notamment reposé sur la production d'électricité : la production de cette branche, en hausse de seulement 3% un mois plus tôt, a progressé de 11% en février (pic depuis avril 2016). Ceci représente, compte tenu de la pondération accordée à cette industrie (20% de l'indice des industries lourdes), une contribution de 2,2 points à la variation annuelle de l'indice.

De plus, la **production de pétrole raffiné a également contribué à l'essor de l'indice** : la branche, qui représente environ 30% de la pondération de l'indice, affiche ainsi une progression de 7,4% de sa production, soit une contribution positive de 2,1 points à la variation de l'indice.

On notera également la **contribution positive de la production de charbon** : la production a en effet augmenté de 10,3% en rythme annuel au mois de février (un pic inégalé depuis octobre 2018). Pour rappel, l'Inde devance depuis 2016 les Etats-Unis au second rang du classement mondial des producteurs de charbon selon les chiffres de la *World Coal Association*. La première place demeure occupée par la Chine, avec une production de 3 550 Mt, suivie par l'Inde (771 Mt) et les Etats-Unis (685 Mt).

- Le PMI manufacturier chute en mars.** Sans surprise en raison du confinement de trois semaines pour tenter la courbe de prolifération du COVID-19, l'indice PMI pour le secteur

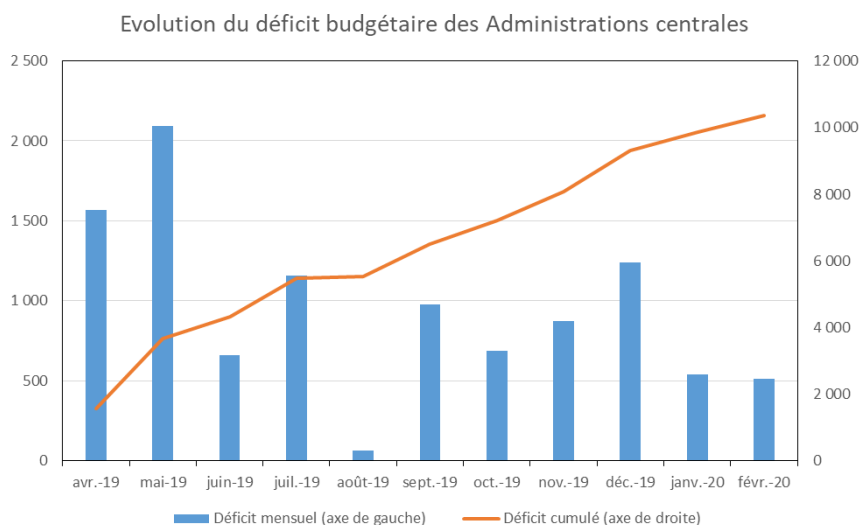


manufacturier a atteint un étiage à 51,8 en mars, depuis novembre 2019. La production et les nouvelles commandes s'affaiblissent, mais demeurent toujours dans une zone supérieure à 50. Il pourrait en aller autrement le mois suivant et surtout pendant la période avril à juin, premier trimestre du nouvel exercice budgétaire 2020-21.

FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire des administrations centrales a atteint 135 % de la cible annuelle révisée en février.** Les chiffres publiés par le Contrôleur général des comptes (CGA), qui indiquent un déficit de 10 365 Mds ₹ (126 Mds €) en février 2020 (soit à un mois de la clôture de l'exercice budgétaire), sont ainsi assez nettement supérieurs à l'estimation du ministère des Finances qui vise un déficit budgétaire de 7 668 Mds ₹ fin mars, équivalent à 3,8 % du PIB.

Les données du CGA mettent en exergue la sous-réalisation des recettes totales. Ces dernières se sont en effet élevées à 14 289 Mds ₹ (174 Mds €), soit 74% seulement de la cible annuelle. Cette sous-réalisation est notamment imputable aux recettes fiscales qui se seraient élevées à 11 146 Mds ₹, 74 % de l'objectif annuel à un mois de la clôture de l'exercice budgétaire. A l'inverse, les dépenses totales se sont établies à 24 655 Mds ₹ (300 Mds €), soit 91,4 % de l'objectif.



- **Le déficit s'est creusé de 510 Mds ₹ (6,2 Mds €) sur le mois de février.** Le déficit budgétaire mensuel apparaît ainsi contenu au vu de la dynamique haussière des mois précédents, dont un pic à 1 240 Mds ₹ en décembre. A cet égard, on notera que les creusements les plus saillants sont concentrés sur les premiers mois de l'exercice, du fait notamment du basculement des dépenses liées aux subventions de l'exercice précédent.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

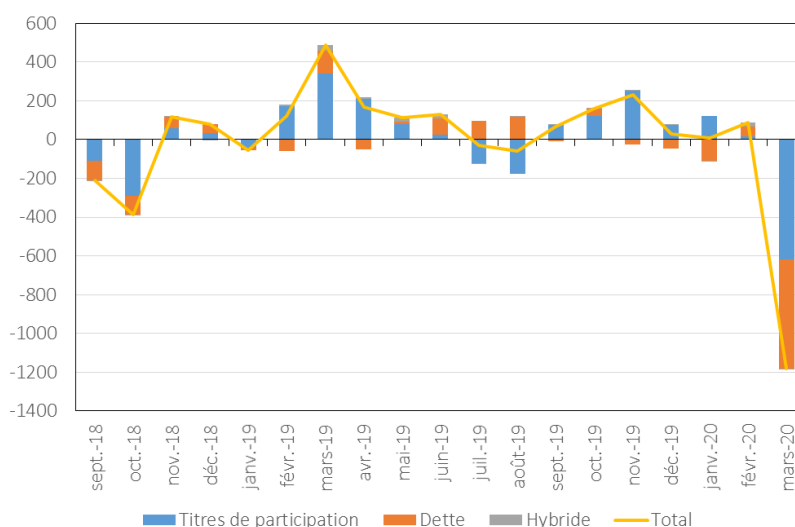
- **La Banque centrale indienne (RBI) annonce de nouvelles mesures pour lutter contre les perturbations économiques causées par COVID-19.** La RBI a notamment étendu la période de réalisation et de rapatriement des recettes d'exportation et la possibilité d'emprunter des États



féderés. Le délai de réalisation et de rapatriement des recettes d'exportation pour les exportations effectuées jusqu'au 31 juillet 2020 a été porté à 15 mois (contre 9 mois normalement), à compter de la date d'exportation. Cette facilité vise à aider les exportateurs dans la mise en œuvre de leurs opérations, et en particulier vers les pays touchés par COVID-19. Elle leur offre aussi une plus grande flexibilité pour négocier de futurs contrats d'exportation avec des acheteurs à l'étranger. La RBI a également formé un comité consultatif pour examiner des moyens de faciliter les choses aux gouvernements des États fédérés et des territoires de l'Union. A plus court terme, la Banque centrale a augmenté de 30% la limite consentie sur certaines avances.

- **Moody's Investors Service modifie les perspectives du système bancaire indien de stable à négatif.** L'agence anticipe une détérioration de la qualité des actifs des banques indiennes en raison des perturbations de l'activité économique liée au Covid 19. Cette détérioration de la qualité des actifs devrait surtout affecter les entreprises, surtout petites et moyennes, et le commerce de détail, entraînant une pression sur la rentabilité et le capital.
- **L'Inde enregistre des sorties substantielles au titre des flux de portefeuille en mars.** Alors qu'ils affichaient un solde positif sur l'ensemble de l'année 2019 (entrées records de 1 360 Mds ₹), les flux de portefeuille affichaient, sur le seul mois de mars, des sorties records en rythme mensuel à hauteur de 1 180 Mds ₹, soit environ 14,4 Mds €, dont respectivement 620 et 560 Mds ₹ respectivement au titre des prises de participation et des instruments de dette.

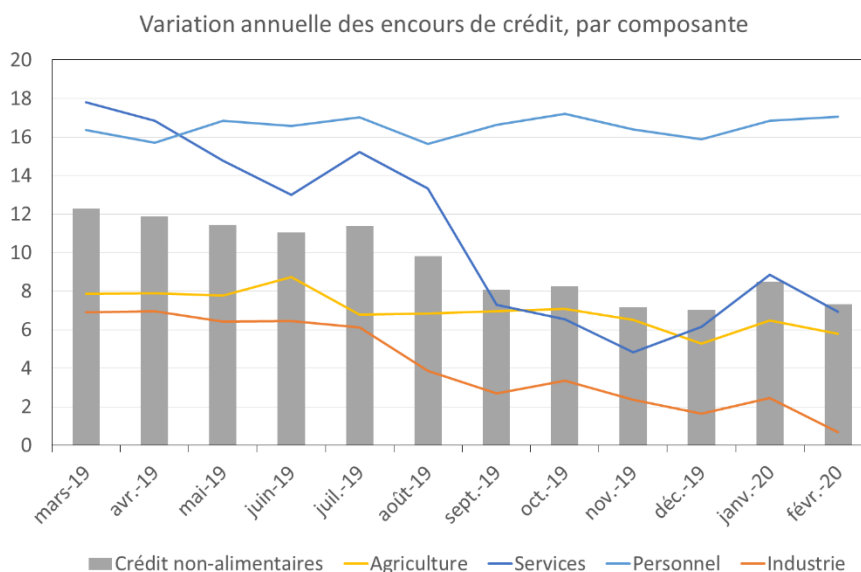
Evolution des flux de portefeuille (Mds INR)



Ces sorties de capitaux s'inscrivent dans la tendance globale de sorties des capitaux des économies émergentes (*flight-to-quality*), en lien à la forte hausse de l'incertitude au niveau mondial. Pour rappel, le compte financier demeure crucial au financement de la balance courante : les entrées au titre des flux de portefeuille ont ainsi représenté en 2019 près du tiers du déficit commercial. En outre, l'incidence négative sur les conditions de financement de l'économie pourrait également avoir un effet recessif alors que les marchés boursiers ont affiché des contractions substantielles sur le mois de mars. L'assouplissement monétaire acté par la Banque centrale, accompagné des mesures de soutien à la liquidité sur les marchés, devraient à l'inverse accroître la liquidité du marché.



- **La hausse des encours de crédit non-alimentaires ralentit en février.** Ils progressent ainsi de 7,3% en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale, soit une hausse en termes réels (corrigée de l'inflation) de 0,7%. Après un léger rebond en janvier (+8,5 %), la modération du rythme de croissance discernée depuis septembre se confirme, avec ainsi un essor inférieur à 10% pour le septième mois consécutif.



Les encours non alimentaires apparaissent tirés par la progression des prêts aux particuliers. Ils enregistrent une croissance de 17 %, avec un essor de 10,3% des prêts destinés à l'achat de véhicules, à l'instar de ceux octroyés pour les projets immobiliers (+17%) qui représentent la moitié des crédits dédiés aux particuliers. Pour sa part, **le secteur agricole** voit ses encours progresser de 5,8 % en février, soit un niveau moins marqué qu'un an plus tôt (+8 %).

Le niveau de crédits accordés au secteur des services affiche pour sa part une perte de dynamisme. Ainsi, ces derniers progressent de seulement 7% en février, contre un essor de 23% en février 2019. Les prêts destinés aux activités de commerce ont progressé de 6,7 %, par rapport à une augmentation de 13% un an plus tôt. Les prêts aux institutions financières non-bancaires, qui constituent 30 % des prêts au secteur tertiaire, affiche aussi une perte de dynamisme (+22,3 %, contre +48% en février 2019).

Enfin, les encours destinés au secteur industriel affichent une faible progression, avec un essor de seulement 0,7 % en glissement annuel, alors que le secteur concentre un tiers des crédits bancaires totaux. Si les crédits destinés aux micros et petites entreprises industrielles enregistrent une contraction de 0,4 %, ceux destinés aux entreprises de taille importante s'affichent en légère hausse (+0,7 %).

AUTRES INFORMATIONS

- **La Banque asiatique de développement (BAsD) a signé un accord pour prêter jusqu'à 60 M USD à Aavas Financiers Limited,** société spécialisée dans la délivrance de prêts hypothécaires en Inde. L'idée est d'améliorer l'accès au financement du logement pour les emprunteurs à faible revenu, et notamment les femmes. Aavas est l'un des principaux



établissements indiens spécialisé sur le segment du logement bon marché en Inde. Il compte plus de 70 Mds INR d'actifs sous gestion et 245 succursales réparties dans 10 États. Le financement apporté par la BASD, dans une configuration de marché difficile, devrait permettre d'améliorer sensiblement la confiance des investisseurs dans ce segment. L'Inde connaît une grave pénurie de logements estimée à 18,7 millions d'unités dans les zones urbaines et 43,7 millions d'unités dans les zones rurales, et qui affectent principalement les groupes à faible revenu.

- **La BASD et le Fonds national indien pour l'investissement dans les infrastructures (NIIF) signent un accord pour que l'Institution basée à Manille puisse investir à hauteur de 100 M US (en équivalent INR) dans les Fonds détenus par le NIIF.** L'investissement de la BASD est destiné à soutenir la croissance du secteur privé indien en aidant l'industrie du capital-investissement à lever plus facilement des capitaux auprès d'institutions nationales, comme internationales. La BASD rejoint ainsi le gouvernement de l'Inde et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) comme investisseurs au sein du NIIF. Ce dernier a désormais obtenu 700 M USD d'engagements, mais vise une taille cible de 1 Md USD.

MALDIVES

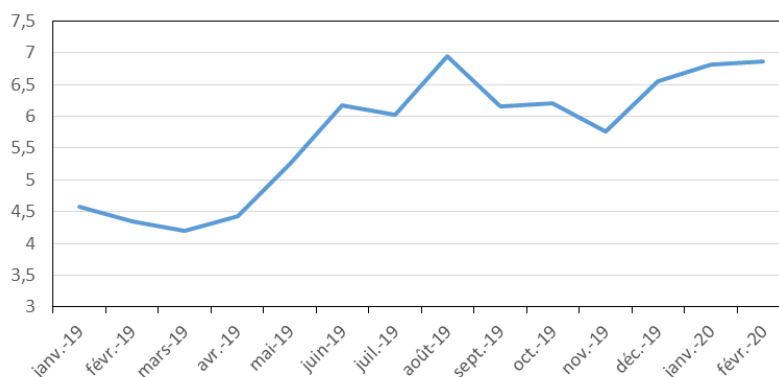
- **Mesures de soutien à l'économie annoncées par la banque centrale (MMA).** L'Autorité monétaire des Maldives (MMA) a reconnu l'impact important de la crise engendrée par la pandémie du COVID-19 et s'attend à une réduction sensible du taux de croissance en 2020. Ainsi, la MMA a pris plusieurs mesures visant à soutenir l'économie maldivienne et son système financier : (1) possibilité pour les banques de mettre en place un moratoire de 6 mois sur les prêts ; (2) réduction du ratio de réserves réglementaires (*Minimum Reserve Requirement*, MRR) à 5% ; (3) mise à disposition d'une facilité de crédit à court terme aux institutions financières ; (4) défense du taux de change de la monnaie ; (5) obtenir 150 M USD dans le cadre d'un accord de swap avec la banque centrale indienne (RBI) ; (6) demande, en accord avec le ministère des finances, d'une assistance financière auprès du FMI.
- **COVID-19 : Don de 0,6 M USD de la Banque asiatique de développement.** La Banque asiatique de développement (BASD) a approuvé un don de 0,6 M USD, dont 0,5 M USD à partir de son *Asia Pacific Disaster Response Fund*, pour permettre au gouvernement maldivien de mieux faire face à l'épidémie du COVID-19.

NEPAL

- **Maintien des pressions inflationnistes en février.** Le taux d'inflation atteint 6,9% en glissement annuel, un niveau similaire à celui enregistré un mois plus tôt (6,8%). Une orientation des prix à la hausse notamment tributaire de la hausse des prix alimentaires, en hausse de 9,8% en glissement annuel, sous l'effet, principalement, de l'augmentation du prix des légumes (+ 38%, 6% de l'indice). On observe, en parallèle, une hausse du prix des produits non-alimentaires (+ 4,7% sur l'année).



Progression de l'indice des prix à la consommation



Le Népal affiche, en outre, un différentiel de nouveau positif vis-à-vis de l'Inde, où le taux d'inflation a atteint 6,6% en septembre. Des disparités significatives sont toutefois à noter entre les zones de montagne (hausse de 5%) et de vallées (+5,5%) et le reste du pays dont notamment la vallée de Katmandou avec un essor de l'indice des prix de 8%.

- **La Nepal Electricity Authority (NEA) a adopté une stratégie d'égalité des genres et d'inclusion sociale (GESI)** le 20 mars. Le Conseil d'administration de la NEA a également adopté les directives opérationnelles et le manuel de mise en œuvre, avec le soutien de la Banque asiatique de développement. La stratégie vise à guider l'intégration de GESI sous tous les aspects au sein de la NEA : politiques, dans les processus opérationnels et dans toutes les structures.

PAKISTAN

- **L'inflation diminue en mars 2020 pour le deuxième mois consécutif à 10,2 %.** Selon le *Pakistan Bureau of Statistics* (PBS), l'indice des prix à la consommation atteint 10,2 % en glissement annuel en mars, à comparer à 8,6 % un an plus tôt. L'inflation reste élevée malgré une tendance inflationniste légèrement moins forte par rapport aux quatre derniers mois (12,7 % en novembre, 12,6 % en décembre, 14,6 % en janvier et 12,4 % en février). L'inflation moyenne s'établit quant à elle à 11,5 % sur les neuf premiers mois de l'exercice 2019/2020, à comparer à 6,3 % sur la période considérée en 2018/2019.
- **La dette publique pourrait atteindre 290,3 Mds USD à la fin de l'exercice 2022/23** (fin du mandat du gouvernement PTI). Alors qu'elle s'élevait à 147,6 Mds USD (ou 72,1 % du PIB) à la fin de l'exercice 2017/18, elle pourrait atteindre 290,3 Mds USD (ou 77 % du PIB) d'ici fin juin 2023. Cela représente une augmentation de 142,7 Mds USD (+ 97 %) en cinq ans. Sur le seul exercice 2018/2019, la dette publique a enregistré une augmentation de 46,4 M USD (+ 31,4 % en g.a.) pour atteindre 194 Mds USD. Selon le gouvernement, une hausse d'environ 18,3 Mds USD était directement imputable à la dévaluation de la roupie. Selon le gouvernement, la dette publique pourrait augmenter de 29,9 Mds USD à la fin de l'exercice en cours pour atteindre 223,9 Mds USD fin juin 2020, soit 83 % du PIB alors que les estimations officielles initiales prévoient une dette publique autour de 77,6 %. Trois quart de cette augmentation serait directement imputable au creusement du déficit budgétaire tandis qu'un quart serait imputable à la dévaluation de la roupie.



- **Les réserves de change de la Banque centrale (SBP) ont enregistré une baisse de 5,4 % en une semaine pour atteindre moins de 12 Mds USD.** Cette baisse s'explique par des sorties massives d'investissements étrangers du marché de la dette. Les investisseurs étrangers ont ainsi cédé environ 2 Mds USD, principalement sous forme de bons du Trésor, depuis le début du mois de mars. En une semaine seulement, les réserves de change ont diminué de 690 M USD pour s'établir à 12 Mds USD (entre le 13 et le 20 mars 2020). Cette baisse a été attribuée aux paiements de la dette extérieure du gouvernement s'élevant à 391 USD et à d'autres paiements officiels selon la Banque centrale. Les réserves brutes de changes représentent 2,7 mois d'importation de biens et de services au 20 mars.
- **La roupie pakistanaise a atteint 166,14 PKR par rapport au dollar américain sur le marché interbancaire au 31 mars, et ce malgré l'intervention de la Banque centrale vendredi dernier.** Le dollar américain avait atteint vendredi un niveau record face à la roupie à 168,50 PKR pour 1 USD avant que la Banque centrale intervienne dans la journée pour stopper la chute de la roupie qui a finalement clôturé à 165,54 PKR pour 1 USD. Malgré les efforts de la Banque centrale, la roupie a continué de se déprécier en début de semaine pour clôturer à 166,14 PKR pour 1 USD le 31 mars. Cette dépréciation de la roupie s'explique par le retrait massif des investissements étrangers à hauteur de 2 Mds USD depuis le début du mois de mars, et notamment 21,5 M USD pour la seule journée du 26 mars. Les étrangers avaient investi environ 3,4 Mds USD dans le marché de la dette pakistanaise (principalement sous forme de bons du Trésor) depuis le début de l'exercice en cours avant de se précipiter pour liquider leurs avoirs depuis le début du mois de mars. La panique causée par la propagation du virus au Pakistan et la récente baisse du taux directeur de 2,75 points de pourcentage orchestrée par la Banque centrale devrait encore contribuer au retrait des investisseurs étrangers.
- **Le gouvernement japonais et la Banque asiatique de développement (BAsD) ont annoncé un soutien financier et logistique au Pakistan pour un montant total de 4,7 M USD.** Le gouvernement du Japon a décidé d'accorder un don d'une valeur totale de 2,16 M USD dont 1,62 M USD par le biais du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et 540 000 USD par l'intermédiaire de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au gouvernement du Pakistan pour soutenir le gouvernement pakistanaise dans la lutte contre le COVID-19. Cette assistance vise à réduire et à retarder la propagation du virus ainsi qu'à minimiser l'impact socio-économique de la crise sanitaire.
- **La BAsD a également approuvé une nouvelle subvention de 2 M USD pour soutenir les efforts du pays dans sa lutte contre la pandémie.** La subvention, financée par le Fonds de réponse aux catastrophes en Asie-Pacifique (*Asia Pacific Disaster Response Fund*) aidera à financer l'achat immédiat d'équipements médicaux d'urgence, de protections individuelles et de fournitures de laboratoire. Cette subvention vient compléter le montant initial de 500 000 USD approuvé par la BAsD le 20 mars, qui est déjà déployé pour soutenir l'approvisionnement du Pakistan en fournitures d'urgence par le biais de l'UNICEF. Cela porte donc les subventions de la BAsD en faveur du Pakistan à un montant de total 2,5 M USD.
- **La Banque centrale a annoncé un plan de soutien pour les entreprises et les ménages pour pallier l'impact économique potentiel de la pandémie de COVID-19.** Ces mesures visant à aider les particuliers et les entreprises (PME, agences de microcrédit, commerces de vente au détail et agriculture) sont les suivantes :
 - réduction du taux d'intérêt du *Capital Conservation Buffer* (CCB) de 2,5 % à 1,5 % pour les entreprises et les ménages. Cela devrait permettre aux banques de prêter un montant



supplémentaire d'environ 4,9 Mds USD, montant équivalent à environ 10 % de l'encours des crédits au secteur privé ;

- augmentation de la limite des prêts aux PME du secteur de la vente au détail, de 125 M PKR (762 000 USD) à 180 M PKR (1,1 M USD) par PME ;
 - assouplissement du *Debt Burden Ratio* (capacité à rembourser les dettes) pour les prêts à la consommation de 50 % à 60 %. Cette mesure devrait permettre à environ 2,3 millions de particuliers d'emprunter davantage auprès des banques ;
- **Le Comité de coordination économique a approuvé partiellement le plan de relance de 1 200 Mds PKR (7,2 Mds USD) du gouvernement dans sa lutte contre les effets de l'épidémie sur l'économie pakistanaise.** Pour mémoire, les mesures annoncées par Imran Khan la semaine dernière étaient les suivantes :
 - soutien aux travailleurs journaliers (200 Mds PKR)
 - transferts en espèces aux familles à faible revenu (150 Mds PKR)
 - accélération des remboursements d'impôts aux industries exportatrices (100 Mds PKR)
 - soutien financier aux PME (100 Mds PKR)
 - ressources pour un approvisionnement accéléré de blé dans les semaines à venir (280 Mds PKR)
 - soutien financier aux magasins publics pour les produits de base (50 Mds PKR)
 - baisse des prix du carburant (70 Mds PKR)
 - soutien à la santé et à l'approvisionnement alimentaire (15 Mds PKR)
 - allègement des paiements de factures d'électricité pour les ménages (110 Mds PKR)
 - approvisionnement énergétique d'urgence (100 Mds PKR)
 - dotation supplémentaire à la *National Disaster Management Authority* (NDMA) pour l'achat des équipements nécessaires pour faire face à la pandémie (25 Mds PKR).

Toutefois des zones d'ombres persistent notamment en ce qui concerne le montant exact qui sera versé aux populations les plus fragiles et aux entreprises. En ce qui concerne les plus démunis, seulement 230 Mds PKR des 350 Mds PKR annoncé initialement ont été approuvés, dont 157 Mds PKR pour les travailleurs journaliers et 73 Mds PKR pour les familles à faible revenu (contre respectivement 200 Mds et 150 Mds annoncés). Concernant les mesures prises par le gouvernement pour les entreprises, on peut également observer des disparités entre les montants annoncés par le gouvernement et les montants approuvés par le Comité. A ce titre, seulement 75 Mds PKR de remboursements accélérés de taxes pour les entreprises exportatrices ont été approuvés par le Comité (contre un montant de 100 Mds PKR initialement annoncé par les autorités).

- **Poursuite de l'activité de dix grandes industries afin de maintenir l'approvisionnement en produits essentiels sur le marché intérieur durant la période de confinement.** Il a été convenu par les membres des différents gouvernements fédéraux et provinciaux de permettre aux secteurs de l'alimentation et de l'emballage de fonctionner sans interruption pour assurer un approvisionnement en produits alimentaires à travers le pays et la stabilité des prix. La production de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux est également concernée par cette mesure. Cela devrait garantir aux personnels de santé la disponibilité des médicaments et des équipements de protection individuelle (masques, les désinfectants, entre autres). Les sociétés d'externalisation (*Business Process Outsourcing*, BPO) et les centres d'appels, qui se développent à un rythme très élevé depuis le début de l'épidémie, pourront également poursuivre leur activité. Les secteurs de la production et de l'exportation du riz, les entreprises



de produits chimiques, les grandes entreprises exportatrices ainsi que le transport du GNL (gaz naturel liquéfié) et les industries de raffinage ont également été jugés prioritaires.

- **Le gouvernement pakistanais a annoncé le prolongement de la fermeture des frontières et la suspension du commerce avec l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan pour une quinzaine de jours (14 avril)** en raison de la rapide propagation du COVID-19 dans le pays. Les vols internes seront également suspendus jusqu'au 11 avril. Le Pakistan compte, à la mi-journée du 2 avril, 2144 cas confirmés et 30 morts selon les statistiques officielles.
- **La demande domestique d'hydrocarbures est en forte baisse en raison des mesures de confinement et du ralentissement de l'activité économique.** Le gouvernement envisage de prendre des mesures pour limiter la production nationale de produits pétroliers à seulement deux raffineries. Selon le *Cabinet Committee on Energy* (CCOE), la consommation domestique aurait baissé respectivement de 41 % et de 55 % pour le pétrole et le diesel. En réponse, le gouvernement envisage d'exploiter seulement deux raffineries nationales - *Attock Refinery Limited* (ARL) et *Pak-Arab Refinery Limited* (Parco) - tout en fermant les trois autres pour quelques mois, à savoir *Pakistan Refinery Limited* (PRL), *Byco Petroleum* et la *National Refinery Limited* (NRL). La plus grande raffinerie de pétrole du Pakistan, *Byco Petroleum*, avait d'ailleurs décidé de suspendre sa production de produits pétroliers dès la semaine dernière en raison de la hausse des coûts de production et à la baisse des débouchés domestiques.
- **Le gouvernement estime que les pertes enregistrées par les industries exportatrices s'élèveront à 2 Mds USD.** Le ministère du commerce a déclaré qu'en raison de la propagation de pandémie COVID-19, la demande d'exportation de produits pakistanais, en particulier dans le secteur textile, a été sévèrement réduite. Les mesures de confinement mises en place dans les principaux marchés d'exportation (Etats-Unis et Union européenne) ont entraîné la fermeture des chaînes de prêt-à-porter et magasins de détail. Par conséquent, la plupart des grossistes ont demandé à leurs fournisseurs de retenir les livraisons, de retarder et/ou d'annuler les commandes futures, et de prolonger les délais de paiement. La situation devrait s'aggraver au cours des prochains mois, ce qui pourrait entraîner des retards de paiement et des pertes d'environ 2 Mds USD pour les industries pakistanaises. En conséquence, les exportations de textile du Pakistan, qui s'étaient nettement améliorées au cours des trois premiers trimestres de 2019/20, devraient subir un sérieux revers dans les mois à venir. Le gouvernement considère que la crise des flux de trésorerie qui en résultera pour les entreprises d'exportation est susceptible d'être grave.

SRI LANKA

- **Nouvelles mesures de soutien aux entreprises.** Mises en place par la banque centrale de Sri Lanka (CBSL), elles représentent 50 Mds LKR et prennent plusieurs formes : (1) crédits de fonds de roulement d'un montant maximal de 25 M LKR par banque et par emprunteur d'une durée de 2 ans à un taux d'intérêt de 4% ; (2) prêts à 5 ans pour des investissements d'un montant maximal de 300 M LKR par banque et par emprunteur ; (3) moratoire de 3 à 6 mois sur le remboursement des prêts et (4) réduction de certains frais bancaires et instauration de flexibilités de remboursement. Ces facilités sont principalement destinées aux PME et aux secteurs les plus touchés par l'épidémie du COVID-19, incluant notamment le tourisme, les exports (dont le textile et le thé), les services TIC et la logistique. Pour bénéficier de ces mesures, les entreprises éligibles ont jusqu'au 30 avril 2020 pour se rapprocher de leurs banques.



Dans une décision séparée, et pour faciliter l'octroi de crédits, la CBSL a décidé de réduire le montant des réserves de fonds propres (*capital conservation buffers*) de 100 points de base pour les banques d'importances systémiques et de 50 points pour les banques non-système.

- **Suppression de taxes portuaires pour les navires arrivant au port de Colombo.** Pour faciliter le trafic et la logistique, les autorités portuaires ont décidé de supprimer les droits d'entrée normalement imposés aux navires accostant dans le port, ainsi que les taxes sur les activités de transbordement. En outre, les frais de location d'emplacements dans les entrepôts du port pour le dépôt de conteneurs et de marchandises sont supprimés durant les périodes de couvre-feu. Etant une infrastructure stratégique, le port reste opérationnel, malgré le couvre-feu actuellement en place dans le pays. Du fait de l'épidémie du COVID-19, les passagers des navires de croisière n'ont pas l'autorisation de débarquer. Le port de Colombo était en 2018 le 24ème plus important port à conteneurs au monde (7,05 millions de tonnes d'EVP).
- **COVID-19 : Assistance financière des Etats-Unis.** Le Département d'Etat a annoncé une assistance financière de 1,3 M USD à Sri Lanka pour le soutenir dans sa lutte contre l'épidémie du COVID-19. Au cours des 20 dernières années, le montant total de l'assistance américaine dans le secteur de la santé sri-lankais s'est élevé à 26 M USD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P.-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 03/04/2020